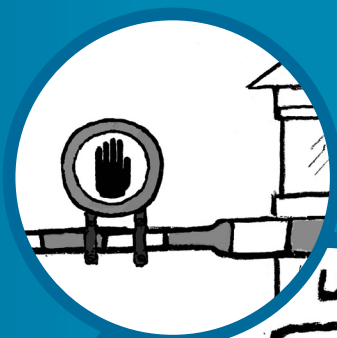


Droits devant

Guide pratique pour évaluer l'impact des mesures de lutte contre la traite des personnes sur les droits humains



La traite des personnes, ainsi que le travail forcé et l'esclavage déguisé qui en découlent, sont largement reconnus comme de graves violations des droits humains. Les États, qui ont le devoir de combattre cette traite, mettent en œuvre des politiques qui ne font rien pour garantir la protection des droits des victimes. Ce guide a pour but d'aider les ONG à évaluer l'impact sur les droits humains des mesures contre la traite des personnes et de renforcer leur plaidoyer en faveur d'une lutte plus efficace, dans le respect des droits de l'Homme.

Lutter contre la traite des personnes

La plupart des États prennent des mesures contre la traite des personnes. Si bonne que soit l'intention de départ, les effets ne sont pas toujours positifs. Certains États se préoccupent en priorité de poursuivre et de punir les trafiquants, plutôt que de garantir les droits des victimes. Il arrive même que les mesures prises aient un impact négatif sur les droits des groupes concernés.

Lutter dans le respect des droits humains

La nécessité de respecter les droits humains dans la lutte contre la traite des personnes semble de plus en plus évidente : les États ne peuvent plus se contenter de prévenir, de repérer et de punir, ils doivent aussi fournir aide, protection et réparation aux victimes. En outre, les mesures anti-traite doivent promouvoir, protéger et respecter les droits humains de tous, y compris les victimes de la traite, les travailleurs migrants et les travailleurs du sexe. Au minimum, elles ne doivent pas leur nuire. Enfin, une approche respectueuse des droits

humains repose sur des principes fondamentaux, tels que la participation, la transparence et la non-discrimination.

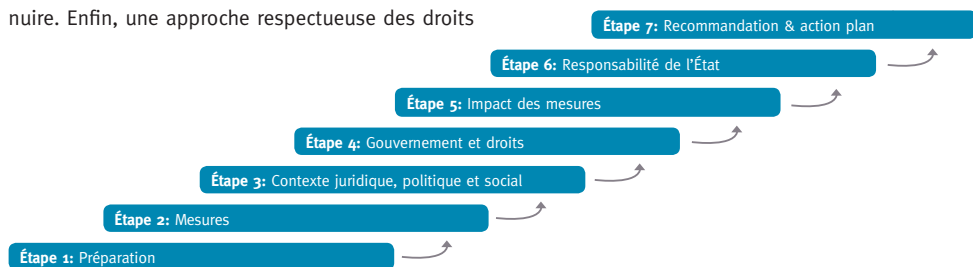
Un guide novateur

A ce jour, il n'existe aucun instrument permettant d'évaluer les effets des législations et des politiques de lutte contre la traite des personnes en matière de droits humains. Ce guide a été conçu pour combler cette lacune. Il présente une méthode pas à pas, visant à examiner l'impact sur les droits humains des lois, politiques et mesures anti-traite.

Évaluer l'impact, pour quoi faire ?

Ce guide est là pour aider les ONG à évaluer les mesures prises par rapport aux obligations d'un État. Elles peuvent également s'appuyer sur les conclusions pour plaider en faveur de réformes politiques qui respectent les droits de tous. Ces conclusions permettent aussi de sensibiliser un large public à cette question, d'entamer un dialogue avec le gouvernement, ou de prouver au gouvernement qu'il ne remplit pas ses engagements en matière de droits humains.

« Au Royaume-Uni, la lutte contre la traite des personnes se focalise sur les femmes dans l'industrie du sexe. La conséquence est double : les hommes et personnes transgenres sont exclus de la lutte anti-traite et la traite des personnes autres que travailleurs sexuels n'est pas prise en compte. » Ava Caradonna, X-talk, Royaume Uni



Examen rapide: L'évaluation de l'impact est-elle un bon moyen d'obtenir les changements désirés?

Comment fonctionne le guide ?

Le processus d'évaluation se déroule en sept étapes de collecte et d'analyse de données, avec explications et exemples. Des fiches d'information présentent les droits humains et précisent les objectifs des États dans leur lutte contre la traite et l'exploitation. Viennent ensuite des recommandations en faveur de mesures plus efficaces et respectueuses des droits humains. Cette approche est associée à un plan d'action incluant des opérations de lobbying en vue d'obtenir des réformes et de diffuser les résultats. Le processus complet prend entre quatre et six mois. Il est également possible d'effectuer un examen rapide de la situation au cours d'un atelier de trois jours.

Les avantages du guide DroITS devant

Évaluer l'impact d'une politique de lutte contre la traite des personnes sur les droits humains vous aidera à :

- mieux comprendre la situation ;
- établir un lien direct entre une politique et les questions des droits humains qui s'y rapportent ;
- évaluer l'impact d'une politique sur les droits de toutes les personnes concernées ;
- construire des alliances avec d'autres partenaires ;
- voir, à partir de témoignages, ce qu'un gouvernement peut faire pour remplir ses obligations en matière de droits humains ;
- préparer un plan de sensibilisation ;
- renforcer la capacité de votre organisation en matière de droits humains.

« En République tchèque, il existe des mesures destinées à protéger les droits des victimes de traite des personnes. Dans la pratique, seul un faible pourcentage de victimes peut en bénéficier. Le problème principal est que les victimes ne sont pas identifiées comme telles par les organes de maintien de l'ordre. Nous espérons améliorer la situation avec des recommandations fondées sur les droits humains. » **Petra Kutálkova, La Strada République tchèque**

Quelques exemples des effets pervers de mesures de lutte contre la traite

- Pour lutter contre la traite des personnes, certains États interdisent à toutes les jeunes femmes de partir à l'étranger pour certains types de travail, une mesure en infraction à la liberté de circulation des femmes et hors de proportion avec le but recherché.
- Refuges fermés ou réhabilitation forcée de victimes - parfois pendant des années - ne respectent pas leur droit à une solution convenable et violent leur droit à la liberté et la sécurité.
- Les rapatriements forcés sans protection contre d'éventuelles représailles ou le harcèlement des trafiquants et/ou des autorités mettent en danger la vie et la sécurité des personnes.
- Les « opérations de sauvetage » sous forme de descente de police dans les maisons closes désorganisent la vie et l'activité des travailleurs du sexe ; elles ont souvent pour conséquence des expulsions massives de migrants travailleurs du sexe, les soumettent aux abus de la police, et ne leur permettent pas de participer à l'élaboration de solutions effectives aux pratiques coercitives de l'industrie du sexe.
- Les mesures qui lient le permis de travail à un employeur spécifique mettent les travailleurs migrants domestiques dans une situation de dépendance totale, ce qui peut entraîner exploitation et abus.
- Certains pays obligent les ONG d'assistance aux victimes de traite à signaler immédiatement tous les incidents aux autorités. Du fait de l'absence de confidentialité, les victimes, qui ont souvent peur de la police et/ou des représailles de leurs trafiquants, répugnent à demander de l'aide.
- Parfois il existe une politique de lutte contre la traite des personnes très complète sur le papier, mais elle n'est pas appliquée. Ainsi certaines personnes ne sont jamais identifiées comme victimes de la traite et ne reçoivent donc pas la protection et l'aide dont elles ont besoin.

Soutien aux utilisateurs

Le guide DroITS devant peut être utilisé en toute indépendance. Pour de nombreuses ONG, cependant, le recours au cadre des droits humains est assez nouveau. Nous pouvons proposer un atelier de présentation pour bien démarrer, ainsi que notre aide durant l'évaluation. N'hésitez pas à nous contacter pour discuter des diverses possibilités.

Où trouver le guide ?

Le guide (publication en décembre 2010) peut être téléchargé gratuitement à l'adresse : www.humanrightsimpact.org/trafficking
Il est disponible en anglais et en français.

Centre de Ressources

Le Human Rights Impact Resource Centre donne accès à des outils, des rapports et des publications sur l'évaluation de l'impact sur les droits humains dans le monde entier. Les utilisateurs du guide peuvent partager leurs meilleures pratiques et trouver des informations supplémentaires sur www.humanrightsimpact.org

Contact

Pour obtenir une version imprimée du guide et/ou des informations sur l'aide aux utilisateurs, n'hésitez pas à nous contacter :

Rights4Change

Mél. : info@humanrightsimpact.org
www.humanrightsimpact.org/trafficking

Ce guide a été réalisé avec le soutien financier de :



Commission européenne/Daphné



Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands

Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas

Project partners



Aim for human rights, Pays-Bas



La Strada International



La Strada République tchèque



SCOT-PEP, Royaume-Uni